

LA GUERRE CIVILE SYRIENNE: ENTRE ESCALADE ET INTERVENTION

Les chances que la guerre civile en Syrie soit réglée diplomatiquement sont plus faibles que jamais. Il faut s'attendre à une poursuite de l'escalade de la violence, même si tous les scénarios n'impliquent pas une guerre d'usure sur le long terme. Une intervention militaire occidentale ne s'amorce pas, étant donné la division de l'ONU et les risques élevés de ce type de mission. Le conflit syrien devient cependant de plus en plus une guerre par procuration régionale dont le dénouement aura des implications énormes pour les rapports de force au Proche-Orient.



Rue détruite par la guerre à Alep, le 3 octobre 2012

REUTERS/Sana

Le phénomène du «réveil arabe» n'a gagné la Syrie que tardivement bien que sa situation de départ politique, économique et démographique ait été similaire à celle d'autres républiques arabes comme la Tunisie, l'Égypte ou la Libye. L'absence initiale d'un mouvement de protestation syrien s'explique par la popularité du président, Bachar el-Assad. Ce dernier s'était présenté, pendant la dernière décennie, comme réformateur, bien que l'éphémère «printemps de Damas» n'ait pas fait long feu après 2000. Assad se distinguait des autres potentats arabes par sa jeunesse, mais aussi par sa politique étrangère systématiquement orientée contre Israël et contre les États-Unis et l'adhésion de la Syrie au «front de résistance» avec l'Iran, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien.

Mais, dès mars 2011, les signes avant-coureurs de troubles politiques se multi-

pliaient aussi en Syrie. Partant de régions rurales négligées sur le plan économique, un mouvement d'opposition national contre le pouvoir autoritaire d'Assad et du parti Baas s'est bientôt développé. Le pouvoir central a réagi en premier lieu aux protestations et manifestations pacifiques en intensifiant la répression et en utilisant de plus en plus la force tout en accompagnant ces mesures de promesses de réforme manquant de conviction. Par la suite, certaines parties de l'opposition ont elles aussi misé sur une résistance violente.

En été 2011, une organisation faitière des groupes de résistance et milices de voisinage, dont l'orientation était plutôt locale au début, s'est constituée avec l'«Armée syrienne libre» (ASL). Créée par des déserteurs de l'armée régulière syrienne, l'ASL a contribué à améliorer la coordination de la résistance et à professionnaliser la démarche

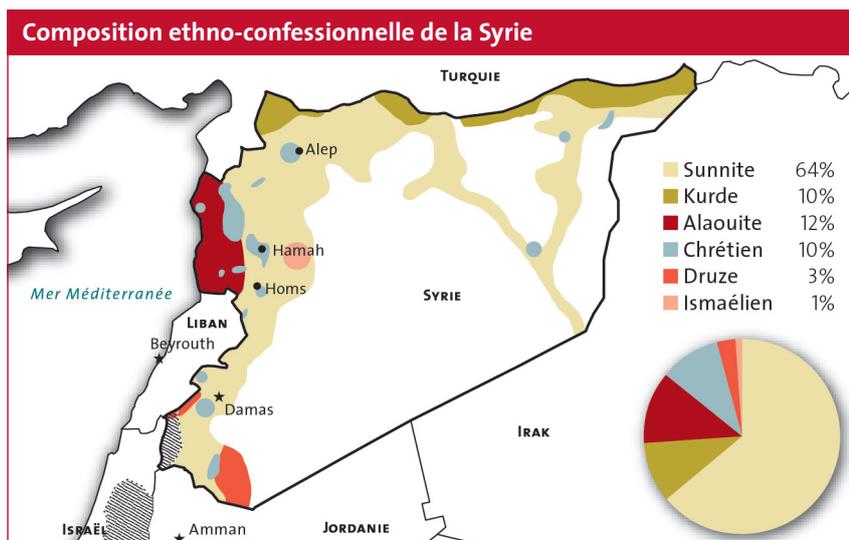
militaire. Si le conflit était d'abord caractérisé par une émergence irrégulière de protestations et de résistance et, de temps en temps seulement, par une perte de pouvoir provisoire du gouvernement, il s'est graduellement transformé en lutte pour le contrôle permanent du territoire syrien.

La résistance militaire contrôle entre-temps de grandes parties des régions rurales ainsi que la plupart des petites villes au nord et au nord-ouest de la Syrie. Il y a aussi de plus en plus de conflits militaires dans d'autres parties du pays et dans la capitale, Damas. Le bilan intermédiaire de la guerre civile est catastrophique: l'ONU estime que quelque 30 000 personnes ont été tuées entre le début de la guerre et octobre 2012. Presque 400 000 Syriens ont fui dans les pays voisins, auxquels viennent s'ajouter 1,2 million de réfugiés intérieurs.

Le conflit en Syrie est donc devenu le conflit le plus sanglant dans le cadre des révoltes et révolutions arabes des deux dernières années. Tant le calcul des parties au conflit que les divergences d'intérêts des grandes puissances et l'influence croissante d'acteurs régionaux laissent craindre une nouvelle escalade de la situation.

Des fronts endurcis

La conviction des deux côtés d'avoir le dessus, du moins à moyen terme, est caractéristique de la guerre civile qui s'accroît. La clique dirigeante autour du président Assad n'a certes pas réussi à réprimer la propagation d'un mouvement d'opposition national. Les étapes de réforme cosmétique comme p.ex. la prétendue instauration d'un système multipartite par une réforme



de la Constitution approuvée par référendum en février 2012 ne sont guère crédibilisées à l'intérieur du pays. Le fait que les forces armées régulières soient restées largement loyales à Assad est cependant tout à son crédit. La situation en Syrie diffère donc fondamentalement des événements révolutionnaires dans d'autres républiques arabes sur ce point important. Les armées régulières en Egypte et en Tunisie ont par exemple choisi le côté de l'opposition et obtenu une transition politique par la force.

Assad dispose par conséquent d'une puissance de tir nettement supérieure. Il se peut qu'il endigue pour le moment d'autres gains territoriaux des insurgés en utilisant des avions de combat et des armes lourdes. Seule une intensification de l'ingérence d'Etats étrangers pourrait briser cette asymétrie fondamentale, soit en lançant une intervention militaire directe, soit en armant adéquatement l'ASL. Etant donné la réticence des Etats occidentaux et le soutien d'Assad par la Russie et la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU, de telles démarches semblent cependant peu probables actuellement dans la perspective de la direction syrienne.

Toute une série de facteurs politiques suggère en outre, du point de vue d'Assad, une poursuite de l'ancienne stratégie. Malgré la propagation des combats, une grande proportion de la population syrienne continue à hésiter entre le gouvernement et les insurgés. L'opposition essentiellement rurale et conservatrice-islamique éveille dans la population urbaine des souvenirs de la guerre civile de 1979-82 qui a vite pris le caractère d'un conflit confessionnel aigu. Tant que la victoire militaire globale d'une des parties au conflit ne se dessine pas, il

se peut que l'orientation de la population urbaine en Syrie dépende de sa perception de l'ordre politique futur qu'apporterait une prise de pouvoir des forces de l'opposition. La propagande gouvernementale utilise aussi délibérément la montée de l'idéologie salafiste-islamiste et le fait que des combattants étrangers ayant des objectifs djihadistes sont acceptés dans les rangs de la résistance militaire pour attiser des craintes correspondantes au sein de la population.

A cela vient s'ajouter le fait qu'Assad n'est nullement à la tête d'un «régime minoritaire» comme on en avance souvent l'argument. La communauté religieuse des alaouites (environ 12 % de la population), dont fait aussi partie la famille d'Assad, est certes incontestablement surreprésentée dans les postes dirigeants et justement dans le corps des officiers, ce qui s'explique cependant surtout par la forme de pouvoir reposant sur le patronage et les relations de clientèle. La grande majorité des alaouites n'a par contre guère profité d'Assad. D'importants groupes de la majorité sunnite-arabe de la population, qui représentent environ deux tiers de la population totale, étaient en fait jusqu'à présent parfaitement intégrés dans le système d'Assad et un composant important de l'élite économique des grandes villes. Assad s'efforcera à tout le moins de maintenir à ses côtés des parties de ces groupes, ce qui sera toutefois de plus en plus difficile étant donné que les combats gagnent les métropoles économiques et que les divisions confessionnelles s'agissent.

Du point de vue des insurgés, il n'y a actuellement guère d'incitation à des négociations avec le pouvoir central. Il est vrai que l'intervention de l'armée régulière a entraîné depuis début 2012 une série de revers mili-

taires, comme l'expulsion violente de l'ASL et de formations affiliées de centres révolutionnaires comme Hamah et Homs. L'utilisation d'armes lourdes et de bombardements aériens contre les rebelles entraîne cependant aussi un nombre accru de victimes civiles, ce qui peut en fin de compte faire le jeu des rebelles. Actuellement, la majorité de la population des Arabes sunnites représente en effet le gros de ces victimes car ce groupe domine le mouvement de rébellion et car les combats les plus graves se déroulent actuellement dans la région habitée par les sunnites. Comme la plupart des soldats dans les unités régulières de l'armée sont également des Arabes sunnites, leur intervention contre la population civile accroît simultanément la probabilité de désertions. L'intervention de l'armée pourrait donc, à moyen terme, c'est du moins le calcul des rebelles, entraîner la relativisation de la supériorité militaire du gouvernement Assad. En se concentrant sur la conquête de la métropole économique septentrionale d'Alep, les rebelles visent exactement la jonction entre la clique Assad dominante et l'élite économique sunnite.

Des parties des rebelles voient dans la réduction du conflit à des divisions confessionnelles entre majorité sunnite orthodoxe et minorités fidèles au régime – citons encore à côté des alaouites les chrétiens, les ismaélites et les druses – l'occasion d'encourager une désintégration interne des forces armées régulières. Ils courent cependant le risque, en cas de nouvelle exacerbation des haines religieuses et des atrocités qui les accompagneront probablement, de perdre le soutien de la population. En cas de nouvelle «islamisation» du mouvement de rébellion, le soutien occidental risque en outre de diminuer, auquel cas on pourrait toutefois encore miser sur le secours des Etats arabes du Golfe.

L'opposition n'aidera pas non plus, dans un avenir proche, à trouver une solution de compromis politique parce qu'elle est profondément divisée au niveau interne et ne pourrait guère se mettre d'accord sur des paramètres communs pertinents. Il existe certes, avec le Conseil national syrien constitué en août 2011, une représentation de l'opposition aussi reconnue sur le plan international. Dominé par des forces conservatrices-islamiques, en particulier de la section syrienne des Frères musulmans, le Conseil national n'est cependant reconnu ni par les pans séculaires et nationalistes arabes de l'opposition ni par les représentants des minorités ethniques et religieuses.

Le manque de participation des minorités pèse justement lourd en ce qui concerne la recherche d'une solution diplomatique. Le manque d'unité de l'opposition est en outre renforcé par l'implication d'acteurs externes. Les Etats occidentaux, mais aussi la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Libye soutiennent idéologiquement des groupes proches d'eux au sein de l'opposition, ce qui rend encore plus difficile une coordination des divers courants et directions politiques.

Les insurgés sont aussi fragmentés au niveau militaire. L'ASL, qui opérait il y a encore peu à partir de la Turquie, ne détermine que nominale la stratégie militaire des insurgés. Au niveau local, il en résulte la plupart du temps une coordination temporaire de groupes de francs-tireurs opérant de manière largement autonome par des conseillers militaires formés ad hoc. Il n'est plus guère concevable que tous ces groupes mettent bas les armes sans que le régime Assad soit renversé et que d'autres objectifs soient satisfaits.

Scénarios de la guerre civile

Les conditions indispensables à une solution diplomatique de l'extérieur selon le modèle yéménite, c.-à-d. pour la formation d'un gouvernement d'union et le transfert des conflits au niveau politique, n'existent pas en Syrie actuellement. Sans une intervention de l'extérieur, il faut donc s'attendre pour l'avenir à une intensification de la confrontation militaire. De nombreux observateurs envisagent donc aussi une guerre d'usure qui dure des années, sans vainqueur réel, selon le modèle de la guerre civile libanaise des années 1970 et 1980. Les données géographiques et démographiques de la Syrie suggèrent qu'un autre scénario est aussi concevable.

Il est vrai que la puissance de tir supérieure de l'armée et des forces aériennes syriennes a actuellement de fortes répercussions sur le champ de bataille. Le contrôle des régions rurales par les rebelles a cependant entraîné l'interruption presque intégrale des lignes de renfort pour les troupes gouvernementales dans les villes du nord, justement vers Alep. La force de combat et la fiabilité des forces armées régulières là-bas ont tendance à diminuer. Si le gouvernement devait être en fin de compte forcé à abandonner Alep, cela se solderait par la perte du contrôle de tout le nord et l'est de la Syrie. On risquerait immédiatement après une interruption du contact entre les provinces côtières et la capitale, Damas. Une telle défaite aurait incontestablement

La Suisse et le conflit syrien

- Avec une aide humanitaire se montant à CHF 13 millions, la Suisse compte en 2012 parmi les 10 plus grands pays donateurs dans le conflit syrien. Elle soutient surtout des organismes d'entraide; la DDC ne fournit des actions directes que dans les pays voisins (aide aux réfugiés).
- En mai 2011, le Conseil fédéral a décidé des sanctions contre la Syrie, sanctions qui ont été raffermissées plusieurs fois dans l'intervalle à l'instar de ce qu'avait fait l'UE. Pour le moment, on estime à CHF 70 millions les fonds syriens bloqués en Suisse.
- Deux membres de l'armée suisse ont participé à la mission d'observation de l'ONU en Syrie qui a été interrompue en août 2012.
- La Suisse a soutenu avec CHF 50 000 une rencontre des groupes d'opposition syriens à Berlin, ce qui a déclenché au niveau de la politique intérieure une discussion concernant sa neutralité et sa crédibilité en tant que médiatrice potentielle du conflit. Une interpellation parlementaire sur ce thème est pendante. ☐
- Entre 2004 et 2006, la Suisse a mis à disposition la logistique et le cadre pour des négociations de paix Track II secrètes entre la Syrie et Israël.

des répercussions sur le calcul des dirigeants militaires encore fidèles au régime actuellement. Il faudrait dans ce cas s'attendre à une montée rapide des désertions, encore limitées jusqu'à présent, dans les rangs supérieurs de la structure du pouvoir.

Une dissolution des forces armées régulières, voire leur partage le long de lignes confessionnelles laisserait cependant un noyau loyal d'unités fidèles au régime dominées par les alaouites comme la Garde républicaine ou les milices *shabiha* tristement célèbres. Dans ce cas aussi, il faudra s'attendre à une poursuite acharnée des hostilités puisqu'il s'agirait en fin de compte, du point de vue des minorités nationales, d'un combat de survie physique. Il ne faut par contre guère escompter la séparation, prétexte de temps en temps pour une telle évolution, d'un Etat alaouite propre composé des colonies traditionnelles dans les provinces côtières. Pareille sécession ne serait pas réalisable et n'est pas non plus conciliable avec l'identité nationale syrienne qui continue de dicter les actions de la plupart des participants. La société civile syrienne s'efforce de préserver la pensée unique nationale et de prévenir d'éventuelles représailles ultérieures envers les alaouites et d'autres minorités. La protection des minorités doit donc aussi devenir un composant central d'un éventuel ordre de succession. Dans quelle mesure une réconciliation nationale sera possible à la fin du conflit militaire dépend considérablement de la suite du déroulement de la guerre civile et de l'étendue de l'escalade interconfessionnelle.

Une ONU impuissante, un Occident las de la guerre

L'implication de l'étranger n'a jusqu'à présent pas pu aboutir à un rapprochement des parties au conflit. Elle a même pour une part intensifié le conflit. Les tentatives d'organismes internationaux en vue d'entraîner

un règlement diplomatique du conflit ont échoué en raison de l'incapacité des belligérants à rechercher des compromis mais aussi en raison du désaccord de la communauté internationale. Les efforts de médiation et les plans de paix de l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, Kofi Annan, et de son successeur, Lakhdar Brahimi, sont restés vains. Les efforts déployés actuellement dans le cadre de l'ONU en vue d'engager quand même une transition politique à Damas sont eux aussi voués à l'échec.

Aucun rapprochement des positions ne se dessine sur la scène politique internationale. Les Etats occidentaux comme les Etats arabes du Golfe plaident certes pour la formation d'un gouvernement de transition (la base est l'accord de Genève du Groupe d'action sur la Syrie de juin 2012). Mais ils pressent Assad de renoncer au pouvoir, ce qui représente une condition inacceptable pour Moscou. La Russie est un allié de longue date du gouvernement Assad et entretient en outre une base navale (évacuée entre-temps) sur la côte méditerranéenne de la Syrie. Le droit de veto de la Russie, mais aussi de la Chine, empêche l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU allant plus loin. Il ne faut guère, étant donné cette situation de départ, s'attendre à des sanctions supplémentaires de l'ONU contre le gouvernement central syrien ou même à la légitimation d'une intervention militaire pour protéger la population civile.

Il faut en outre constater que, du côté des Etats occidentaux, on n'est guère disposé à une intervention militaire. La situation sans recours au sol, le morcellement de l'opposition, mais aussi la force militaire restante des forces armées syriennes, en particulier de la défense aérienne, font paraître trop risquée une passe d'armes. A cela vient s'ajouter la lassitude de guerre croissante dans les Etats occidentaux. Il ne faut

certes pas exclure que l'on en arrive, en cas de conflit qui dure longtemps comme le conflit bosniaque, à une intervention insidieuse des Etats occidentaux, commençant par l'imposition de zones d'exclusion de vol et de zones de protection. Cependant, aux Etats-Unis, sans lesquels une intervention militaire en Syrie ne serait pas réalisable, il n'y aura guère de soutien intérieur pour d'autres aventures au Proche-Orient dans un avenir proche. Même si, après les élections présidentielles américaines, on peut envisager une hausse de la volonté d'agir américaine dans la question syrienne, elle ne dépasserait guère dans un premier temps un grand soutien logistique pour la résistance militaire. Les derniers efforts de Washington en vue de contrecarrer la fragmentation de l'opposition et de soutenir la création d'une représentation plus crédible pour les différents groupes et fractions pointent aussi dans cette direction.

Guerre par procuration régionale

Le désaccord concernant la Syrie dans le cadre mondial se reflète aussi sur le plan régional. Comme déjà plusieurs fois dans l'histoire moderne du Proche-Orient, la Syrie est devenue un lieu d'exécution central dans la lutte pour la suprématie entre différents acteurs régionaux. Le conflit en Syrie présente de plus en plus les traits d'une guerre par procuration. La Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar et la nouvelle Libye exigent le remplacement d'Assad et soutiennent ouvertement les insurgés avec de l'argent et des armes. L'Iran s'accroche par contre à son alliance avec Damas et fournit un soutien direct au gouvernement Assad. Seule la nouvelle direction égyptienne sous le président Mursi s'efforce sérieusement de régler le conflit au niveau régional, mais l'Arabie saoudite en particulier refuse ces efforts.

Les Etats arabes du Golfe ne voient manifestement aucune possibilité de régler le conflit pacifiquement et misent exclusivement sur un changement de pouvoir violent en Syrie. Le Qatar et surtout l'Arabie saoudite voient en outre le conflit comme un nouveau champ de bataille dans une confrontation concernant la région dans son ensemble entre sunnites et chiites, ces derniers sous la direction de l'Iran. En soutenant les groupes de combat salafistes-islamistes, les Etats arabes du Golfe attisent l'escalade entre les confessions en Syrie et contribuent délibérément à la transformation du conflit en une sorte de guerre de religion. Ils ignorent cependant la raison réelle, surtout due à la politique de puissance, derrière l'alliance entre l'Iran, avec sa

structure de pouvoir basée sur la religion, et le gouvernement Baas laïque en Syrie.

Une intervention militaire directe des Etats arabes ou de l'Iran est improbable en raison du manque de capacités militaires et des conséquences politiques. Le scénario, très discuté, d'une intervention israélienne pour sécuriser les entrepôts d'armes chimiques syriennes semble lui aussi peu réaliste. Une telle opération n'est guère réalisable militairement et serait liée pour Israël à des risques qui peuvent être plus importants qu'une menace à la suite d'une prolifération d'agents de guerre chimiques. Une intervention militaire par la Turquie ne serait, par contre, pas à exclure.

De la perspective de l'ordre régional de la région du Proche-Orient, la Turquie compte parmi les plus grands perdants du conflit syrien. Elle est passée pendant longtemps pour la gagnante à proprement parler du «réveil arabe» puisqu'elle a été considérée comme le modèle pour la formation de nouveaux ordres sociaux et politiques dans les Etats arabes post-révolutionnaires. La guerre civile en Syrie a cependant beaucoup affecté la place prépondérante de la Turquie. A la suite des affrontements en Syrie, presque tous les avantages de la politique turque de voisinage («zero problems») des années précédentes ont été de nouveau perdus. Les relations jadis étroites du ministre-président Recep Tayyip Erdoğan avec la direction autour d'Assad ont fait place entre-temps à une hostilité amère. Etant donné les opérations militaires, les plans turcs d'intégration économique avec les voisins arabes au sud – la relation avec la Syrie était ici aussi au centre – ont été classés pour l'instant.

La situation sécuritaire turque s'est rapidement détériorée en raison du conflit.

Elle est, du point de vue turc, menacée par un effondrement de la structure étatique syrienne et la naissance d'un Etat failli le long de ses propres frontières méridionales et, à l'avenir si cela se trouve, par la déstabilisation du Liban et de l'Irak. Assad a en outre répondu à l'ingérence turque en attisant le conflit kurde en Turquie – c'est dans ce contexte qu'il faut voir le retrait du pouvoir politique syrien aux colonies kurdes à la frontière. Du point de vue turc, une guerre civile qui traîne en longueur en Syrie représente donc une menace fondamentale pour la sécurité nationale et sa propre place régionale.

Malgré des incidents frontaliers, et malgré le fait qu'un avion de combat turc a été abattu en juin 2012, la Turquie a fait jusqu'à présent preuve de retenue dans le conflit syrien. Les conséquences d'une intervention militaire seraient aussi imprévisibles pour elle. Le transfert de puissantes unités de combat vers le sud et l'autorisation d'une action militaire par le Parlement turc illustrent cependant le fait qu'Erdoğan envisage sérieusement une intervention. Les futures actions turques dépendront en premier lieu du déroulement de la guerre civile. L'issue de la bataille d'Alep revêtira une grande importance pour Ankara comme pour tous les acteurs de la guerre civile syrienne.

Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

Expert ayant contribué à cette analyse:
Roland Popp
popp@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement:
www.css.ethz.ch/cssanalysen

ISSN: 2296-0228

Parus précédemment

- N° 122: Interdiction des armes chimiques: état des lieux et perspectives
- N° 121: Le conflit autour du programme atomique nord-coréen
- N° 120: Sortie de l'atome et approvisionnement énergétique de la Suisse
- N° 119: Somalie: peu de perspectives de paix
- N° 118: L'Arctique: un dégel à potentiel de conflit
- N° 117: Inde-Etats-Unis: un partenariat au potentiel de développement limité
- N° 116: L'OTAN après Chicago: rhétorique intelligente et des incertitudes
- N° 115: Le Myanmar entre réformes politiques et pouvoir militaire
- N° 114: La résolution 1325 de l'ONU au banc d'essai
- N° 113: l'Irak Après le retrait des Etats-Unis: de nouveau au bord du gouffre
- N° 112: Crise de la dette et politique étrangère et de sécurité suisse
- N° 111: Les PPP dans la politique de sécurité: chances et limites
- N° 110: L'OSCE en position difficile
- N° 109: Afghanistan: vague espoir de solution régionale